

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



49035

Distr.
GENERALE

E/CN.14/235
8 janvier 1964

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 9 février - 3 mars 1964
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DU SECRETAIRE EXECUTIF SUR LES MESURES PRISES
EN APPLICATION DES RESOLUTIONS 68(V) ET 69(V)

Pour faire suite à sa résolution 42(IV), (voir annexe I), la Commission a adopté, le 23 février 1963, une résolution 68(V)^{1/} priant le Conseil économique et social de revenir sur sa décision relative à la qualité de membres du Portugal et de l'Afrique du Sud.

Elle a également adopté le même jour une résolution 69(V)^{2/} demandant au Conseil économique et social, dans le paragraphe 4 de son dispositif, "de ratifier la résolution 42(IV), d'une part, en ce qui concerne les dispositions relatives aux pays africains non autonomes et, d'autre part, en ce qui concerne les dispositions relatives au statut de la France et du Royaume-Uni, mais en la modifiant de manière à accorder à l'Espagne le même traitement qu'à la France et au Royaume-Uni."

Les 24 et 30 juillet 1963, le Conseil économique et social a adopté les parties D III et IV de sa résolution 974(XXXVI), retirant au Portugal sa qualité de membre de la Commission économique pour l'Afrique, modifiant le mandat de la Commission en ce qui concerne le droit de faire partie de la Commission et décidant que la République Sud-Africaine ne participera pas aux travaux de la Commission jusqu'à ce que les conditions nécessaires à une coopération constructive aient été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays. Les parties en cause de la résolution 974(XXXVI) sont reproduites à l'annexe IV.

1/ Voir Annexe II.

2/ Voir Annexe III.

ANNEXE I

MANDAT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Résolution 42(IV) adoptée par la Commission
à sa 66e séance, le 24 février 1962

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant, d'une part, sa résolution 24(III) du 16 février 1961, et, d'autre part, sa résolution 5(II) du 28 janvier 1960 concernant l'admission de nouveaux membres associés;

Considérant le rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.14/140) sur les mesures qu'il a prises conformément au mandat que lui confiait la résolution 24(III) mentionnée ci-dessus;

Notant que parmi les puissances intéressées, seule la Belgique a répondu à la lettre du 26 avril 1961 adressée par le Secrétaire exécutif en application de ladite résolution et a précisé sa position au cours des séances plénières de la Commission à la satisfaction de celle-ci;

Considérant par ailleurs les déclarations faites au cours des séances plénières de la Commission par les représentants de la France, du Royaume-Uni, de l'Espagne et du Portugal;

Constatant que :

- a) L'Espagne n'a fourni aucune explication verbale ou écrite sur son attitude;
- b) Le Portugal, selon sa propre déclaration, se refuse à appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission concernant la représentation des territoires non autonomes et invoque des raisons jugées inacceptables par la Commission;

1. Déplore que les puissances en cause n'aient pas cru devoir répondre à la communication adressée par le Secrétaire exécutif en application de sa résolution 24(III);

2. Prend note des déclarations du représentant du Royaume-Uni, confirmées par une lettre en date du 19 février 1962 adressée au Secrétaire exécutif, selon lesquelles :

- a) Des négociations sont en cours entre son gouvernement et les représentants des pays africains non autonomes, qui doivent permettre à bref délai à ces pays d'accéder à l'indépendance et de participer ainsi aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique en tant que membres de plein droit;
- b) Des dispositions ont été prises pour que d'autres territoires africains puissent participer dès la prochaine session aux travaux de la Commission en tant que membres associés et soient représentés par des Africains;

3. Prend note également des déclarations du représentant de la France selon lesquelles le principe d'auto-détermination appliqué par ce pays dans les territoires dont il a la charge leur a permis ou leur permettra d'accéder à l'indépendance et de devenir membres de plein droit de la Commission;

4. Recommande au Conseil économique et social :

- a) De retirer au Portugal et à l'Espagne la qualité de membre de la Commission économique pour l'Afrique;
- b) De modifier le mandat de la Commission comme suit :
 - i) Remplacer le paragraphe 5 par le texte suivant :
"Pourront faire partie de la Commission les Etats suivants :
Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, République Arabe Unie, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanganyika, Tchad, Togo, Tunisie, Afrique du Sud... (le reste inchangé).
 - ii) Remplacer le paragraphe 6 par le texte suivant :

Sont membres associées de la Commission :

- a) Les territoires non autonomes situés dans l'aire géographique délimitée au paragraphe 4 ci-dessus;
- b) Les puissances qui assurent la responsabilité des relations internationales de ces territoires à l'exception du Portugal et de l'Espagne;"

iii) Supprimer le paragraphe 7;

5. Invite, en attendant, le Secrétaire exécutif à saisir à nouveau de la question les puissances responsables de territoires africains non autonomes en vue de l'application de la résolution 24(III) mentionnée plus haut et de faire rapport à la Commission lors de sa cinquième session.

ANNEXE II

68(V). MANDAT DE LA COMMISSION

PORTUGAL ET AFRIQUE DU SUD

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 42(IV) du 24 février 1962, qui recommandait notamment de retirer au Portugal la qualité de membre de la Commission parce qu'il se refusait à accepter les obligations découlant de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1959, et la résolution 5(II) de la Commission, en date du 28 janvier 1960.

Rappelant également sa résolution 44(IV) du 27 février 1962 qui recommandait notamment de retirer à la République Sud-Africaine sa qualité de membre de la Commission jusqu'à ce qu'elle mette un terme à sa politique de discrimination raciale,

Considérant qu'il n'y a eu, de la part des Gouvernements du Portugal et de la République Sud-Africaine, aucune réaction positive en ce qui concerne les recommandations de la Commission,

Notant avec regret que le Conseil économique et social n'a pas jugé possible, à la reprise de sa trente-quatrième session, d'accepter la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République Sud-Africaine,

Recommande au Conseil économique et social de reconsidérer sa décision concernant la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République Sud-Africaine, et de transmettre les vues et la recommandation de la Commission à l'Assemblée générale.

91e séance,

23 février 1963.

ANNEXE III

69(V). MANDAT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE :
QUALITE DE MEMBRE ASSOCIE DE L'ESPAGNE, DE LA FRANCE ET DU ROYAUME-UNI
DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD.

La Commission économique pour l'Afrique,

Prenant note de la résolution 927(XXXIV) du Conseil économique et social, en date du 19 décembre 1962, relative à l'amendement à apporter au mandat de la Commission,

Ayant examiné les résultats du vote sur le projet de résolution III présenté par la Commission au Conseil économique et social et ayant analysé les considérations qui ont abouti à l'adoption de la résolution 927(XXXIV) du Conseil,

Tenant compte du fait que, comme conséquence du processus de décolonisation, les membres de la Commission entendaient, par le projet de résolution précité, permettre aux membres africains de prendre collectivement et dans les limites du mandat de la Commission des décisions affectant l'Afrique, sans que ces décisions soient influencées par les votes contraires de puissances non africaines,

Tenant compte également du fait que les puissances non africaines qui cesseront d'avoir des responsabilités territoriales en Afrique cesseront par là même d'être membres de la Commission,

1. Prend acte du mémorandum présenté au Conseil économique et social par le représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, dans lequel le Gouvernement espagnol indique qu'il est disposé à appliquer la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1959;

2. Prend note des déclarations faites par les représentants de l'Espagne, de la France et du Royaume-Uni devant la Commission lors de sa cinquième session;

3. Réaffirme sa position telle qu'elle est exprimée dans sa résolution 42(IV), sans préjudice de sa résolution 44(IV) relative à l'Afrique du Sud;
4. Demande à nouveau au Conseil économique et social de ratifier la résolution 42(IV), d'une part, en ce qui concerne les dispositions relatives aux pays africains non autonomes et, d'autre part, en ce qui concerne les dispositions relatives au statut de la France et du Royaume-Uni, mais en la modifiant de manière à accorder à l'Espagne le même traitement qu'à la France et au Royaume-Uni.

91e séance,

23 février 1963.

ANNEXE IV

D

MANDAT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE : MEMBRES

III

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de la résolution 42(IV) de la Commission économique pour l'Afrique qui recommandait, notamment, de retirer au Portugal la qualité de membre de la Commission, ce pays ayant refusé de respecter les dispositions de la résolution 1466(XIV) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1959 et de la résolution 5(II) de la Commission économique pour l'Afrique,

Prend acte de la résolution 68(V) de la Commission économique pour l'Afrique - qui recommande au Conseil de reconsidérer sa décision concernant la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique relative à la qualité de membre du Portugal - ainsi que de la résolution 69(V), qui réaffirme la position adoptée par la Commission dans sa résolution 42(IV);

Prend acte également de l'acceptation, par les Etats non africains membres de la Commission, à l'exception du Portugal, de la qualité de membre associé;

Décide :

1. De revenir sur sa décision concernant la participation du Portugal comme membre de la Commission;
2. D'exclure le Portugal de la Commission économique pour l'Afrique;
3. De modifier comme suit le mandat de la Commission :
 - i) Remplacer le paragraphe 5 par le texte suivant :

"Pourront faire partie de la Commission les Etats suivants :
Algérie, Burundi, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République Arabe Unie, République centrafricaine, République Sud-Africaine,

Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanganyika, Tchad, Togo, Tunisie, ainsi que tout Etat de la région qui pourra par la suite devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies, étant entendu que les Etats qui cesseront d'avoir des responsabilités territoriales en Afrique cesseront d'être membres de la Commission."

ii) Remplacer le paragraphe 6 par le texte suivant :

"Sont admis comme membres associés de la Commission :

"a) les territoires non autonomes situés dans les limites géographiques définies au paragraphe 4 ci-dessus;

"b) les puissances, autre que le Portugal, responsables des relations internationales de ces territoires;"

iii) Supprimer le paragraphe 7.

1294e séance plénière,

24 juillet 1963.

Le Conseil économique et social

1. Décide de revenir sur sa décision concernant la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique relative à l'exclusion de la République Sud-Africaine;

2. Décide que la République Sud-Africaine ne participera pas aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique jusqu'à ce que le Conseil, sur la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique, considère que les conditions nécessaires à une coopération constructive ont été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays.

1299e séance plénière,

30 juillet 1963.